CONFIRMANT L'EXISTENCE D'UN DÉBAT SUR LA DISSOLUTION DE L'APN EN HAUT LIEU

Hanoune ouvre le feu sur Ziari

La polémique enfle entre Louisa Hanoune et Abdelkader Ziari. Répondant aux propos du président de l'APN, la secrétaire générale du Parti des travailleurs (PT) l'accuse d'avoir versé dans l'invective et dépassé la ligne rouge. A Ziari, qui estime que le débat sur la dissolution de l'APN est un non-événement, Hanoune réplique qu'il y a un réel débat en haut lieu, et tant pis si le numéro trois de l'Etat n'y a pas été associé…

Nawal Imès- Alger (Le Soir) - Rien ne va plus entre Hanoune et Ziari. Le passage de ce dernier à la radio a fait sortir de ses gonds la première responsable du PT. Pour cette dernière, le président de l'APN n'a ni plus ni moins pris sa hache de guerre en s'attaquant à un parti politique et en engageant toute l'institution qu'il représente dans cette entreprise. Estimant que le président de l'APN a violé l'obligation de réserve, la SG du PT dira ne pas avoir d'autre choix que de lui répondre face à une telle «attitude hégémonique» digne d'un mouhafed du FLN des années 1970. «De toutes les Assemblées, c'est la seule qui se distingue par autant d'hégémonie de la pensée unique. Aucun autre président ne s'était auparavant immiscé de la sorte dans les questions internes d'un parti politique.» Les échanges d'amabilités ne s'arrêtent pas là puisque Hanoune rappelle à Ziari qu'il n'est pas le porte-parole de la présidence et qu'il n'a pas été mandaté par cette dernière pour évoquer la question de la dissolution. Une question qui, selon la SG du PT, fait débat dans les plus hautes sphères puisque plusieurs responsables lui auraient avoué leur mécontentement de la composante de l'actuelle Assemblée.

Elle en veut pour preuve les récentes déclarations de Zerhouni qui, à ses dires, ne sont pas à prendre à la légère. Si elle considère n'avoir aucun problème particulier avec l'homme, Louisa Hanoune semble néanmoins retenir beaucoup de griefs contre lui. Elle lui reproche notamment une duplicité dans les propos car, dit-elle, s'il reconnaît en aparté qu'il est outré par le nomadisme politique à l'intérieur de l'hémicycle, son parti politique accueille des cadavres politiques au sein de son groupe parlementaire. Pis encore, c'est lui-même qui a donné des assurances aux députés du PT qui avaient quitté leur groupe parlementaire pour rejoindre celui du FLN.

C'est également lui qui, selon Hanoune, a bloqué les propositions du parti concernant la loi électorale sous prétexte d'attendre les amendements de la Constitution. En clair, pour Hanoune, Ziari prouve qu'il n'existe pas de pouvoir législatif en Algérie par les propos qu'il tient. La première responsable du PT estime que «pour faire de la politique, il faut avoir un don» et qu'il aurait suffi que Ziari consulte son conseiller diplomatique pour éviter de verser dans la haine, oubliant que sa fonction ne lui permet pas un tel comportement…

N. I.

SON SG A ADRESSÉ UNE LETTRE À BOUTEFLIKA

Le PT lance son «initiative politique»

La secrétaire générale du Parti des travailleurs a adressé un mémorandum au président de la République dans lequel elle réitère les revendications de sa formation politique. Dans la lettre adressée à Bouteflika, Hanoune demande à ce que des mesures urgentes soient prises aussi bien sur le plan politique, social, qu'économique. Une campagne de signatures sera lancée incessamment. Hanoune table sur la récolte de plusieurs millions de signatures.

N. I.

Le RCD dénonce «les intimidations du pouvoir»

Qualifiant le pouvoir de «mauvais élève de l'Histoire», la formation politique de Saïd Sadi répond aux intimidations et à la répression exercées par ce même pouvoir sur ses militants. Dans un communiqué rendu public, le RCD réagit : «Patriotisme contre régression».

Le parti a laissé entendre que depuis le 9 avril, des militants du RCD ont été menacés et ou séquestrés par des unités des services de sécurité anonymes, à Constantine, Béjaïa et Alger.

Mais apparemment, ces intimidations n'ont pu venir à bout du combat identitaire et politique que les militants du RCD mènent depuis des années. Bien au contraire, cela semble plus que jamais renforcer leur détermination à aller de l'avant. Pour porter leurs revendications, pour défier la peur, l'anathème et le déni. Le RCD considère être «porté par des convictions, une solidarité et un projet de société que rien ni personne ne pourra altérer. Aussi, sa lutte se caractérisera par le respect des normes éthiques, des exigences démocratiques, des intérêts de la collectivité nationale et des objectifs qu'il s'est fixés». «Mauvais élève de l'Histoire, le pouvoir n'a pas encore compris qu'il y a des combats prémunis contre la provocation et la répression», se défend le parti de Saïd Sadi. Plus provocateur, le RCD décrète le 9 avril «date de la régression nationale». Ainsi, soutient cette formation, une nouvelle forme de résistance citoyenne devrait se développer. «Le RCD, qui fut à l'origine de la première phase de l'engagement patriotique, sait qu'il lui revient de concevoir, animer et structurer cette autre période de contestation démocratique», peut-on lire dans le communiqué. «Celles et ceux qui ont accompagné l'époque salvatrice qui a permis la sauvegarde de la nation connaissent la détermination du RCD face à l'arbitraire.» L'objectif fixé par le RCD reste celui de libérer la nation de l'arbitraire, de la corruption et du népotisme pour rapprocher l'avènement de la perspective démocratique. Pour ce faire, on considère que «la consolidation des traditions de luttes qui ont fait que l'Algérie de Novembre et de la Soummam a été sauvée du naufrage grâce au courage et aux sacrifices de ses enfants» sera de mise. Enfin, le RCD rassure que le parti «saura assumer sa part de responsabilité dans cette nouvelle étape».

W. Z.

TRANSPORT FERROVIAIRE

Vers une révision des prix

Les tarifs du transport ferroviaire feront l'objet, prochainement, d'une négociation entre le gouvernement et la Société nationale du transport ferroviaire (SNTF), a annoncé, hier à partir de Constantine, le ministre des Transports, M. Ammar Tou.

M. Tou, qui a affirmé que les tarifs appliqués actuellement restent loin du prix d'équilibre, a précisé que la négociation avec la SNTF portera sur la partie devant être assumée par l'Etat afin, justement, de faire «tendre» ces prix vers l'équilibre. Une négociation qui débouchera sur une éventuelle révision des prix qui ne devra pas, selon ses termes, pénaliser les gens à faibles revenus.

«Les prix n'ont pas changé depuis au moins deux ans, et la SNTF applique les mêmes tarifs que ce soit pour les trains classiques que pour les nouveaux autorails. Des tarifs qui ne couvrent pas totalement l'amortissement de ces nouvelles acquisitions. En tout cas, la SNTF, comme toutes les autres compagnies de transport en commun à travers le monde, n'est pas tenue par l'obligation de dégager des bénéfices. Ces compagnies appliquent, par essence, des tarifs qui tendent vers l'équilibre mais, sans l'atteindre. Ce faisant, une partie du GAP est assumée par un fonds de soutien aux transports en commun, financé par les contribuables.

Et le gouvernement algérien est disposé à négocier dans ce sens avec la SNTF, surtout que le GAP est important», a-t-il déclaré en avançant que le gouvernement a déjà créé le Fonds de promotion des transports collectifs.

M. Tou a néanmoins exigé des responsables de cette compagnie — dont, selon ses dires, le chiffre d'affaires serait inférieur à la masse salariale —, d'améliorer leurs capacités de gestion pour que le gouvernement se mette de la partie. «Gare au populisme ! Les erreurs du passé ne devront plus être reproduites. Et l'Etat a exprimé sa bonne volonté par la création du Fonds de promotion des transports collectifs qui prendra également en charge le différentiel sur les tarifs du transport aérien», ajoutera-t-il.

Dans le même sillage, il donnera l'exemple des tarifs appliqués sur les lignes d'autorails reliant la capitale à Ténia, à l'est, sur une distance de 53 km et à Lafroun à l'ouest, sur une distance de 68 km, respectivement de 160 et 200 DA/ticket en aller-retour. «Nous indexons dans la structure du prix un amortissement sur 20 ans (en principe 10 ans) pour ces deux lignes, inaugurées il y a dix jours par le président de la République pour entamer l'exploitation de 17 autorails à travers le réseau ferroviaire national et nous appliquons des tarifs très loin du prix d'équilibre. Des prix qui ne rentabilisent pas l'investissement engagé dans ce sens et qui, normalement, devaient atteindre 360 DA pour la ligne de Ténia et 460 DA pour Lafroun en aller-retour», expliquera-t-il. Et de préciser que la compagnie en question a enregistré un nombre de voyageurs avoisinant le double depuis la mise en exploitation de ces deux autorails, 55 000 voyageurs par jour alors qu'ils étaient de 33 000. Ceci pour illustrer l'engouement des usagers pour ces nouveaux trains, modernes et pratiques.

Lyas Hallas

RAPPORT DU FMI SUR LES PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES DE L'ALGÉRIE

Baisse de la croissance à 2,1% en 2009

Dans son dernier rapport sur les perspectives économiques régionales pour le Maghreb et le Moyen-Orient, le Fonds monétaire international (FMI) prévoit une baisse sensible de la croissance économique de l'Algérie dont le produit intérieur brut réel passera cette année à 2,1 % contre 3% en 2008.

Lotfi Merad - Alger (Le Soir) - «Ce ralentissement de la croissance résulte de la contraction des exportations de pétrole et de gaz naturel», a précisé, hier, Amor Tahari, directeur adjoint du département Moyen-Orient et Asie centrale du FMI lors de la présentation dudit rapport à Alger. Une reprise graduelle est prévue pour 2010 avec une croissance du PIB réel de l'Algérie s'élevant à 3,9%. «L'impact de la crise mondiale sur la croissance économique mondiale a été très néfaste et aucune région n'a été épargnée», a estimé le conférencier. Si l'impact direct reste restreint dans la plupart des pays émergents et en développement, y compris l'Algérie, du fait «de la limitation de leurs liens avec le système financier mondial et l'absence d'actif, toxiques»,

il a y néanmoins des impacts indirects surtout pour les pays producteurs de pétrole. Une situation qui a pour conséquence une baisse de la demande extérieure (donc des exportations), un recul des cours des produits de base (tels que le pétrole, principale ressource du pays) et un resserrement du financement extérieur et une baisse des IDE. Ce ralentissement de la croissance pourrait, estime Amor Tahari, mettre en évidence la vulnérabilité des systèmes bancaires des pays touchés. Même la récession en Europe aura des retombées négatives sur l'économie en Algérie et dont la gravité reste proportionnelle à la profondeur et la durée de cette récession qui peut induire une baisse des flux des capitaux vers les pays émergents et en développement. Par ailleurs, le représentant du FMI a indiqué que le chômage risque de s'intensifier car sa réduction n'est envisageable qu'avec un taux de croissance de 6 à 7%. «L'Algérie, avec une croissance prévisionnelle entre 2 et 2,5%, doit créer 300 000 emplois chaque année pour éviter une augmentation du taux de chômage et le maintenir à son niveau actuel de 13%», soutient Amor Tahari en soulignant «l'importance de la mise en place de dépenses sociales». Pour ce qui est du marché financier, le rapport du FMI note une persistance d'une «volatilité» nécessitant des actions vigoureuses et coordonnées, telles que la restauration de la confiance dans les institutions financières, le déblocage des principaux marchés de crédits ainsi que la mise en œuvre de plans de relance avec un stimulus de 2% du PIB mondial. Le rapport du FMI relève, toutefois, quelques éléments encourageants, tels que le recul de l'inflation en raison de la baisse de la demande mondiale en produits manufacturés et la diminution de l'indice des prix des produits de base. Pour ce qui est des cours du pétrole, le FMI projette une augmentation modérée en 2010 qui ne dépassera pas les 60 dollars le baril. «Mais cela n'empêchera pas les pays pétroliers de maintenir leur niveau de dépense grâce aux recettes record engrangées durant les années précédentes», atteste Amor Tahari.

L. M.

PREMIER SYMPOSIUM INTERNATIONAL SUR L'ENTREPRENEURSHIP

Ou comment créer une entreprise rentable et génératrice de richesse

Le centre de carrière de l'Institut national du commerce (INC) organise, en partenariat avec le William Davidson Institute de l'Université du Michigan (Etats-Unis), un symposium international sur l'entrepreneurship à Alger, les 16 et 17 mai prochains. Cette rencontre a pour objectif principal de faire un état des lieux sur la question des rapports université-entreprise de par le monde et proposer des solutions pour le contexte algérien. Plusieurs thèmes ont été retenus pour ce symposium. Ils porteront sur l'identification des conditions nécessaires à la mise en place de l'entrepreneurship en Algérie, l'examen de la possibilité de représentation des cadres managers d'entreprise dans les conseils d'administration, d'école de management et inversement celle des universitaires dans les conseils d'administration des entreprises ainsi que la contribution à la levée des barrières psychologiques entre managers et formateurs. Durant les deux jours des travaux du symposium, neufs intervenants nationaux et internationaux apporteront un éclairage sur la problématique. Deux ateliers spécialisés dans «l'entreprenariat et PME» et «centre de carrière et besoins du secteur privé» viendront approfondir la réflexion sur le thème central.

L. M.